

RÉVOLUTIONNAIRES

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES
TOURS

Nouvelle-Calédonie :

le temps des colonies, ça suffit ! Solidarité avec les Kanaks

Magasins et voitures en flammes, barrages routiers, affrontements, jeunes tués par balle... La révolte des Kanak rappelle que ce « territoire d'Outre-mer français » est, en réalité, une colonie. La révolte fait suite à des manifestations massives contre le projet d'élargir le corps électoral aux colons installés depuis 10 ans. Une décision que Darmanin et Macron justifient au nom de la démocratie... Mensonge ! Si c'était vrai, pourquoi n'accordent-ils pas le droit de vote à tous les immigrés vivant et travaillant ici depuis plus de dix ans ? Pourquoi avoir promulgué une loi anti-migrants sous la dictée du Rassemblement national ?

Macron veut s'assurer que sur ce territoire à 17 000 kilomètres de la France, le peuple kanak reste minoritaire sur ses propres terres en dépit de son droit à l'autodétermination.

Mensonges et brutalité coloniale

Le gouvernement ne répond que par la répression et la calomnie, déployant le Raid et le GIGN : 1 000 flics envoyés en plus des 1700 déjà sur place, auxquels s'ajoutent 600 militaires. Le tout appuyé par des blindés, des hélicoptères et même des avions. Environ un flic ou militaire surarmé pour trente Kanak. Et toutes ces forces de répression laissent faire les milices armées de colons, déjà responsables de la mort de plusieurs Kanak.

Darmanin calomnie les mouvements indépendantistes traités « d'organisations mafieuses ». Le même Darmanin qui accuse d'antisémitisme ou de soutien du terrorisme ceux qui protestent contre le génocide de l'État israélien à Gaza. Qui traitait de délinquants ceux qui avaient protesté contre le meurtre de Nahel par la police l'an dernier.

Retour au calme ou à l'ordre colonial ?

Pendant que la droite applaudit à la répression, la gauche (PCF, PS, EELV) appelle au calme et au dialogue, invoquant Mitterrand, Rocard ou Jospin. Mais ce sont les socialistes qui avaient cherché à imposer, en 1984, un nouveau statut de l'archipel, initiant une vague d'affrontements, sous Mitterrand-Chirac, avec le massacre en 1988 de 19 indépendantistes dans l'assaut de la grotte d'Ouvéa. Le « dialogue » instauré par la suite fut surtout une manière de lanterner la population avec des référendums bidon promis pour quarante ans plus tard... Nous voilà quarante ans plus tard : et

aucun problème n'est réglé. Comment pourraient-ils l'être ? Des référendums peuvent-ils supprimer les inégalités criantes de la région ? Mettre fin aux salaires de misère ? Faire cesser l'exploitation du nickel, la grande richesse de l'archipel, et des hommes par des compagnies capitalistes ? Supprimer les bidonvilles ? Les émeutes ont interrompu le ravitaillement, des poches de transfusion manquent dans les hôpitaux, nous dit-on. Mais ce manque de tout, c'est déjà le quotidien des exploités et des colonisés ! 25 % des Kanak sont au chômage, des milliers d'entre eux dépendent de l'aide alimentaire.

En Kanaky, le point de départ de la révolte est anti-colonial, un embrassement contre ce rapport inégalitaire et violent de l'État français avec l'île et ses habitant.e.s. À ce jour, la seule intervention de l'État français doit être celle de la décolonisation et de la réparation des 180 années de pillage et d'exploitation.

25/05/2024

Européennes 2024 :



Le NPA-Révolutionnaires présente aux élections européennes une liste intitulée « Pour un monde sans frontières ni patron, urgence révolution ! », conduite par Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus à la RATP, et Gaël Quirante, 48 ans, postier. Mettre un bulletin NPA-Révolutionnaires dans l'urne, c'est exprimer son rejet de cette Europe des riches et du racisme de l'extrême droite, mais aussi la méfiance envers les politiciens de gauche qui font de belles promesses quand ils sont dans l'opposition, mais ont toujours trahi une fois au pouvoir. C'est exprimer la confiance dans notre propre capacité en tant que travailleurs et travailleuses à changer le monde ; notre programme est un programme de lutte, dont la réalisation ne peut dépendre que de la volonté de millions à prendre leurs affaires en main, à l'échelle de l'Europe et du monde.

Un 21 mai sous le signe des grèves en Ile de France !

Mardi dernier, ils étaient nombreux en grève pour exiger des mesures, notamment salariales, pour la période des Jeux Olympiques pour toutes et tous. Hors de question qu'ils subissent une dégradation des conditions de travail, quand les conditions de vie et de déplacement seront déjà difficilement supportables dans toute la région parisienne.

Une mobilisation de plus de 90% de grévistes sur certains dépôts, qui exprime aussi la colère face à la hausse du coût de la vie, car mieux que des primes, qui ne remplissent pas le frigo tous les mois, ce sont des augmentations générales de salaires d'au moins 400 euros par mois qu'il faudrait, à Paris comme partout ailleurs !

Le 28 mai, manifestation nationale cheminote à Paris !

Les fédérations syndicales CGT, Sud Rail, UNSA et CFDT ont fait ce choix sans appel à la grève, alors qu'il y a matière à faire grève avec notamment un 21 mai réussi en îles de France !

Cela rappelle un peu l'appel de la France Insoumise du 23 janvier 2023 à randonner sans se joindre aux grévistes qui combattaient la retraite par capitalisation !

Le flicage c'est dégueulasse !

Le 5 mai, M6 a diffusé un reportage Zone Interdite sur la SNCF. On voit notamment que la boîte fait appel à des « espions » pour surveiller le travail des ASCT. Une pratique bien connue des roulants qui savent que dans les usagers d'un train se cache parfois un « client mystère », embauché par la boîte, muni d'un billet non valide et chargé d'évaluer incognito le travail des contrôleurs.

Cette méthode de flicage particulièrement dégueulasse n'est pourtant pas la seule. Avec les appareils électroniques de contrôle de billets, nos chefs peuvent mesurer en temps réel le nombre de titres de transport contrôlés par les ASCT et leur validité. Pour ne pas subir la pression que ne manquent pas d'exercer la direction avec ces outils, nous ne pouvons compter que sur notre force collective.

Farandou en CPA!

Le PDG de la SNCF ne sera finalement pas reconduit par le gouvernement. Il lui est reproché notamment l'accord sur le CPA, qui ne relève pourtant pas de l'acquis du siècle.

Mais le gouvernement tient vraiment à son cheminot bashing et répète en boucle qu'on serait des privilégiés.

Nous, on ne me pleurera pas. Contre lui ou un autre, nous continuerons à lutter pour l'amélioration de nos conditions de travail. Mais puisqu'il tiendra quand même jusqu'aux JO, nous avons l'occasion de lui organiser un beau pot de départ en règle, faite de grèves, de manifestations et de toutes les mobilisations qu'il mérite !

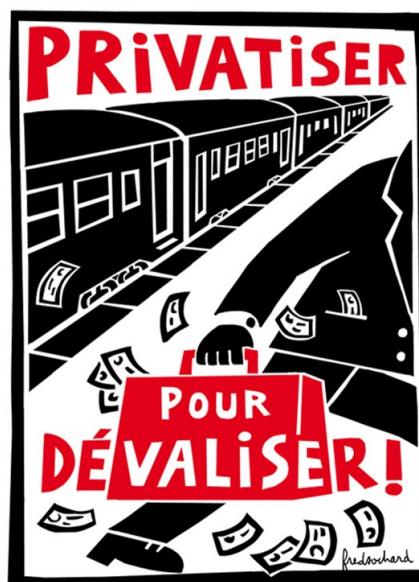
Lorsque la gauche en région Centre Val de Loire fait des cadeaux au patronat

Philippe Fournié, vice-président PS de la région Centre Val de Loire, chargé des transports écrivait le 27 septembre 2023 : « Dans le cadre de l'ouverture à la concurrence des TER en 2032, la Région profitera des appels d'offres pour demander aux futurs opérateurs d'utiliser des trains à hydrogène. »

Les élus régionaux PS, PCF, EELV, LFI ont voté la privatisation de la SNCF dans notre région en 2022 avant de donner des aides publiques pour les trains à hydrogène Alstom, une boîte privée.

Ce constructeur ferroviaire vient d'annoncer le licenciement de 300 personnes en France et 1500 dans le monde en février 2024. Pas d'aides publiques pour les boîtes privées !

Les élus en région Centre Val de Loire contribuent à polluer la planète



La phase d'expérimentation des trains à hydrogène avec Alstom a commencé en février 2023. François Bonneau président de la région la commente en ces termes :

« Sur nos lignes du quotidien, nous devons remplacer nos (trains) diesel. Nous sommes en discussion avec Alstom. (...) On peut réfléchir à les acheter à l'horizon de cinq ans » .

Et bien, cet élu PS se plante grave ! Aujourd'hui, 95% de la production l'hydrogène est réalisée par le retraitement du méthane, du pétrole ou du charbon avec des procédés extrêmement polluants. L'hydrogène est trop énergivore pour être écologique. Son industrie subventionnée intéresse fortement les industriels.

Pas d'aides publiques pour polluer la planète !